

## ENVIRONNEMENT

# En classe, à la récré : des pesticides partout

**Le professeur Schiffers a posé ses capteurs de substances actives aux abords de sept écoles wallonnes. Avec des résultats interpellants.**

● **Samuel HUSQUIN**

La barbe du professeur Bruno Schiffers est déjà bien connue à Fernelmont. Et plus précisément à l'école de Cortil-Wodon (Fernelmont, près de Namur) où il avait déjà effectué, en 2017, un relevé des substances actives, celles qui pourraient être diffusées dans l'air notamment via les pulvérisations, les traitements phytosanitaires des champs voisins...

Les résultats communiqués l'an dernier n'étaient déjà pas passés inaperçus. Ce chercheur de l'université de Liège (faculté de Gembloux) avait ainsi retrouvé les traces de 24 substances actives différentes. « Si on cumule tout, cela donne des quantités non négligea-

bles », avait expliqué à l'époque le professeur. Et parmi ces substances, trois molécules étaient d'ailleurs interdites depuis belle lurette. On avait également relevé des traces de produits utilisés pour d'autres cultures, dans des champs situés à 400 ou 600 mètres de l'école. Voilà pour le côté volatile. Il fallait donner une suite à cette première étude. C'est ce qu'ont estimé le professeur mais aussi la Commune de Fernelmont et la Région wallonne.

Entre avril et juin 2018, des capteurs ont été posés sur les sites de sept écoles à travers la Wallonie (Cortil-Wodon, Genappe, Baisy-Thy...)

« On m'avait dit que les premiers résultats étaient exceptionnels, que ce serait un cas unique », témoigne Bruno Schiffers. Pourtant, ce relevé plus vaste et ambitieux confirme les résultats et tendances relevés en 2017.

Entre le début et la fin de la saison, grosso modo le printemps, période la plus intensive des pulvérisations, le nombre de substances actives relevées a bien souvent doublé. Sur un site scolaire, on re-

trouvera même 39 traces différentes.

« J'ai aussi effectué des relevés sur les jeux des enfants, comme les toboggans dans la cour de récréation, mais aussi à l'intérieur des classes », continue le professeur. Et là aussi, les tendances sont identiques. « Cela démontre aussi qu'un mur ou une haie ne sont pas des barrières suffisantes, explique Bruno Schiffers. L'air ambiant s'imprègne de ces substances. »

Cela prouve aussi que la simple mesure de prudence de l'agriculteur qui ne pulvérise pas « quand les enfants jouent dans la cour, n'est visiblement pas suffisante. On retrouve des traces de ces produits 24 heures après l'épandage, voire même plus. »

Parmi les molécules, le chercheur a même retrouvé du DDT, « une substance interdite depuis 1974 », épingle-t-il.

En sortant ainsi du bois, le professeur ne veut pas crier au loup. Il veut avant tout poser la question, en amont, de l'utilisation de nombreux produits phytos, encore licites aujourd'hui. Sans qu'on en sache vraiment l'éventuel prix à payer, pour bien des années encore. ■

## 30 mois et pas le début d'une réponse

En février 2017, un collège d'experts était désigné avec la mission de déterminer si, à Fernelmont, et plus précisément dans ce quartier de Cortil Wodon, un lien pourrait être tracé entre une concentration anormale de cancers et l'utilisation des pesticides et herbicides dans les cultures voisines. La question est publiquement

posée depuis trente mois et cette lettre ouverte d'une Fernelmontoise qui s'inquiétait de cette étonnante coïncidence. Et deux ans et demi plus tard ? Rien, ou pas grand-chose.

« Les experts ont pris du retard vu les nouvelles contraintes en matière de protection des données privées », explique Anne Paradis,

échevine à Fernelmont. « Mais c'est vrai qu'il n'est pas évident d'obtenir plus d'infos sur l'état d'avancement de cette étude. Ce sont des experts... indépendants. »

La question a également été posée au Parlement wallon par l'Écolo Hélène Ryckmans à la ministre Alda Greoli. « L'étude est toujours en cours et j'espère ob-

tenir une réponse définitive aux inquiétudes légitimes des riverains avant la fin de cette année. Même si je ne peux m'engager sur aucun calendrier », précise la ministre. Au passage, on apprendra que cette étude à un coût, un montant d'un peu plus de 100 000 €. Il est donc normal de demander régulièrement... des comptes. ■

### Honnêteté intellectuelle

En février 2017, Maxime Prévot,

alors ministre de la Santé, espérait obtenir une première communication de l'étude commandée en juin 2017. On est encore assez loin du compte. Mais il se dit également que

cette étude, pour des raisons scientifiques assez évidentes, pourrait déboucher... sur rien ou pas grand-chose. Pas évident en effet de tirer des conclusions définitives et d'oser affirmer le

lien entre pesticides et cancers « locaux », sur base d'un « échantillon » aussi réduit. C'est cynique, c'est froid mais c'est aussi une forme d'honnêteté intellectuelle.